

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MERCREDI 6 FEVRIER 1980 — No 24 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10.

2F

1979 : le pouvoir d'achat en chute libre

Pour la première fois, une enquête officielle fait apparaître une baisse du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés



Pour la première fois depuis plus de 20 ans, l'organisme officiel chargé d'établir les statistiques l'INSEE, vient d'admettre que le pouvoir d'achat des salariés a baissé, au cours de 1979. Bien sûr, ils s'empressent, à la radio et à la télévision, de mettre en avant une ponction plus grande sur les cadres que sur les ouvriers. Evidemment, comme les statistiques vont d'octobre 1978 à octobre 1979, ils rappellent tous qu'au premier décembre, un prétendu coup de pouce donné par le gouvernement aux bas salaires aura sans doute minimisé leur baisse du pouvoir d'achat.

Tous ces artifices de présentation de faits aussi embarrassants pour le pouvoir ne peuvent masquer la réalité durement et directement ressentie par les travailleurs, qui savent bien à quoi s'en tenir. Quand on annonce aujourd'hui à un ouvrier que son pouvoir d'achat a baissé de 0,3 %, il a plutôt tendance à penser que les statistiques officielles sont bonnes filles pour le gouvernement !

Quand il fait la liste de tous les postes qui ont augmenté, il constate par exemple que toutes les cotisations sociales, maladie, chômage, vieillesse, lui coûtent particulièrement cher, pour une « couverture » qui rétrécit à vue d'œil... Loyer, charges, produits alimentaires ont fait des bonds de géants, sans que cela soit sérieusement pris en compte par l'INSEE, qui sous estime systématiquement leur importance dans les budgets ouvriers. Bien sûr, les résultats de l'enquête INSEE sont un signe. Mais bien en deçà de la vérité, la réalité, c'est que les centaines de milliers de chômeurs ne sont pas du tout pris en compte dans ces calculs. La réalité, c'est qu'il y a aujourd'hui en France 700 000 smicards, au minimum, et que toute amputation du pouvoir d'achat, pour eux, est bien plus dramatique que ce que pourrait laisser penser un pourcentage de l'ordre de 0,5 %. La réalité, au bout de toutes ces années de plans Barre, c'est que les salaires diminuent, tandis que les profits capitalistes augmentent. En avril 1979, Giscard déclarait, sans honte : « Vous avez dit : le revenu, le niveau de vie, vont baisser. Non, ils vont continuer à progresser, mais plus lentement ». En matière de cynisme, de mépris, on peut difficilement faire mieux...

La résistance afghane frappe à Kaboul

Des informations en provenance de Kaboul font état d'un développement important des actions de résistance du peuple afghan jusque dans la capitale. Le gouvernement mis en place par les Russes n'a pas nié les faits : la résistance a fait sauter le central téléphonique de la capitale et a détruit plusieurs magasins du centre de la ville.

Par ailleurs, il semble confirmé que l'occupant soviétique rencontre des difficultés avec ses troupes : des régiments auraient dû être remplacés du fait des liens qui commencent à se nouer entre les soldats et la population afghane.

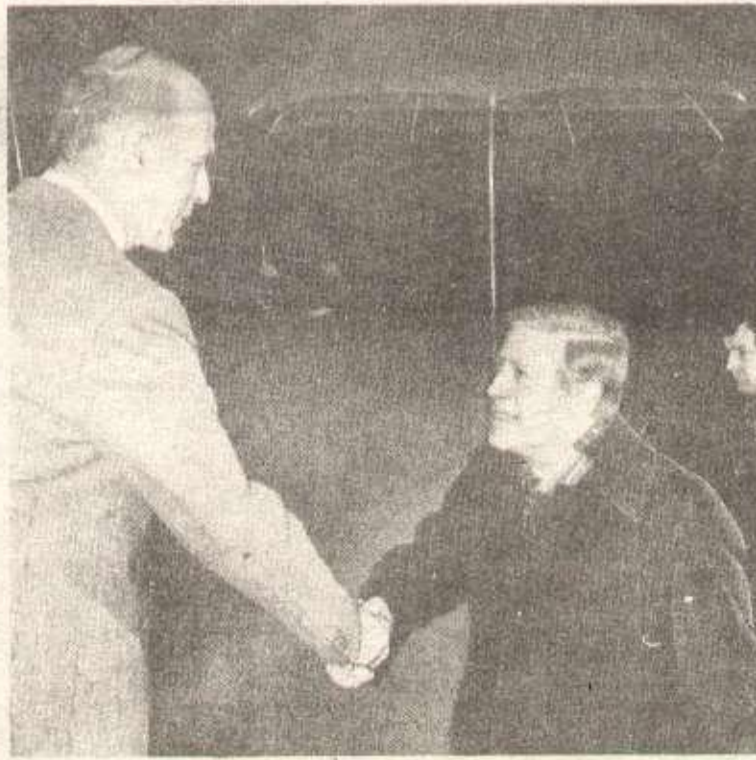
RATP : rassemblement de lutte jeudi à la station Auber

Le mouvement de grève dans les ateliers de la RATP (contre l'aggravation des conditions de travail) continue et même s'étend, avec occupation à Choisy par exemple, point de départ, le 14 novembre du conflit. La réponse de la direction et du ministère des transports, c'est la répression : les sanctions pleuvent ! (voir article page 5). L'Union syndicale CGT de la RATP appelle ce jeudi à 9 heures, personnel et usagers à un rassemblement à la station Auber.

Plogoff : incidents entre la population et les flics

Lundi soir, vers 17 heures, au moment où, comme chaque soir, la mairie annexe repartait de Plogoff sous la protection des gendarmes mobiles, des incidents ont éclaté entre ceux-ci et environ 300 habitants. Des échanges de pierres et de grenades lacrymogènes ont eu lieu. Quoi d'étonnant si de tels faits venaient encore à se reproduire : la présence quotidienne des gendarmes mobiles constitue en effet une provocation permanente à l'égard des habitants de Plogoff.

Fin des entretiens entre Giscard et Schmidt



La déclaration commune condamne nettement l'intervention soviétique en Afghanistan

Les entretiens franco-allemands ont pris fin mardi matin. Une déclaration commune a été publiée à l'issue de ces rencontres à propos de la situation internationale.

Selon les termes mêmes de la déclaration franco-allemande, l'intervention soviétique en Afghanistan est sévèrement condamnée ; elle est jugée comme « inacceptable » et constituant « de graves dangers pour la détente ». En conséquence, les deux gouvernements « estiment indispensable d'y mettre fin ». La déclaration commune fait également état des « conditions rendues plus difficiles pour la détente » et estime que celle-ci « ne résisterait pas » à un nouveau coup du type de celui de Kaboul. Dans une telle éventualité, les deux gouvernements se déclarent prêts à prendre « avec (leurs) alliés les mesures qui s'imposeraient ».

dossier

Afghanistan

De la lutte contre l'occupant anglais à celle contre l'envahisseur russe

Lors du meeting du 1er février, organisé à Paris, pour protester contre l'invasion de l'URSS en Afghanistan, le représentant de la Fédération des Étudiants afghans à l'étranger a pris la parole. Nous publions aujourd'hui et demain le contenu de son intervention.

« Notre peuple possède une glorieuse tradition de lutte contre le colonialisme et l'impérialisme. Dès le début du 19e siècle, l'Afghanistan a dû faire face aux tentatives de la Grande-Bretagne pour le coloniser. Chaque fois, les envahisseurs ont subi une humiliante défaite face à la volonté de la résistance du peuple afghan. En 1919, à la suite d'une grande mobilisation des forces populaires, le peuple afghan était, pour la 3e fois, victorieux de l'armée britannique et obtenait son indépendance totale. Ainsi, l'Afghanistan fut le premier pays en Asie et dans le monde à vaincre l'impérialisme et à obtenir son indépendance.

Après l'indépendance, notre pays a connu le règne du roi Amanullah, dirigeant de la lutte pour l'indépendance. Sous son régime, Amanullah a voulu imposer au pays une modernisation rapide. Cette tentative, placée sur des conditions économiques et sociales arriérées, provoqua un mécontentement populaire important. L'impérialisme britannique, en s'appuyant sur les milieux conservateurs, en particulier religieux a détourné ce mécontentement pour renverser le régime nationaliste et indépendant d'Amanullah en 1929.

C'est la dynastie de Mohamed Zaï qui gouverna ensuite en Afghanistan, pendant près de cinquante ans jusqu'au coup d'Etat d'avril 1978. Sous cette dynastie, l'Afghanistan s'est transformé en pays semi-féodal et semi-colonial. La bourgeoisie nationale, qui s'était développée avant la Seconde Guerre mondiale n'est pas parvenue à imposer des changements de la structure économique et sociale. Tout en maintenant pour l'essentiel la société féodale, les classes dirigeantes vont compter essentiellement sur l'aide étrangère pour le développement du pays. Cette attitude favorisa d'abord le maintien de la domination britannique, puis la pénétration des Etats-Unis et de l'URSS.

1953 : DAOUÏ PREND LE POUVOIR

1953 est une date importante dans l'histoire de notre pays. Cette année, le général Mohamed Daoud, cousin et beau-frère du roi Zaher, prend la tête du gouvernement ; il demande d'abord aux Etats-Unis de lui fournir des armements, mais le renforcement des liens avec l'impérialisme américain se heurte à un obstacle: il existait un important contentieux territorial entre l'Afghanistan et le Pakistan, alors membre du CENTO sous l'égide américaine. Daoud ne pouvant se mettre d'accord avec les Etats-Unis, se tourne vers l'Union soviétique, pour obtenir une aide militaire. C'est pourquoi l'Afghanistan constitue dès le milieu des années 50 un trou



Dans les environs de Kaboul, une famille afghane. Un peuple qui possède une tradition de lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.

dans le dispositif militaire américain en Asie.

En échange de travaux d'infrastructure, notamment la construction de routes et d'aéroports, etc. et de son aide militaire, l'URSS va imposer en Afghanistan un véritable pillage de ses ressources (gaz naturel, minerais, production agricole). Un exemple révélateur de ce pillage: tout le mécanisme d'exploitation et de contrôle d'exportation des grandes ressources du gaz naturel au Nord du pays est exclusivement contrôlé par les techniciens soviétiques. Selon un contrat imposé par l'URSS au gouvernement afghan, dès le début de l'importation du gaz naturel, le prix d'achat resterait inchangé pendant 25 ans. Ce prix, en 1969, a été fixé à 5 dollars pour 1 000 m³, tandis que le prix mondial du gaz naturel et le prix du gaz vendu par l'URSS aux pays européens en concurrence notamment avec l'Algérie, et aux détriments de ce pays, a été de 15 à 17 dollars.

Ainsi, dès le premier plan quinquennal de 1956, l'aide soviétique est plus importante que celle des Etats-Unis (150,3 millions de dollars contre 82 millions). Comme dans beaucoup d'autres pays du tiers monde, l'aide soviétique encourage en Afghanistan la création d'un secteur capitaliste d'Etat pour qu'il serve de point d'appui à la pénétration soviétique.

Cependant, ce renforcement des liens économiques et militaires ne s'accompagne pas d'une insertion complète du pays dans la zone d'influence soviétique et l'Afghanistan reste un pays tampon dans cette région stratégiquement très importante.

Au début des années 1970, apparaissent deux mouvements à la fois contradictoires et liés entre eux.

D'une part, l'URSS en rivalité accrue avec l'impérialisme américain entre dans une phase offensive de sa politique à l'échelle mondiale. Après l'invasion de Tchécoslovaquie, les événements du Pakistan Oriental en 1971 ont été révélateurs pour les peuples de la région. L'Afghanistan avec ses structures traditionnelles, et sa politique de non-alignement, malgré la domination économique de l'URSS ne répondait plus aux ambitions de la nouvelle politique de l'URSS dans la région. D'autre part, en même temps, nous assistons à un renforcement de la fraction pro-occidentale au sein du régime qui cherchait le rapprochement avec le Shah d'Iran et la conciliation avec le Pakistan.

Le résultat fut le premier coup d'Etat pro-soviétique en 1973 qui a mis au pouvoir Daoud, ancien premier ministre et artisan du rapprochement avec l'URSS, et le Parti «Portchan» traître et à la solde de l'URSS actuellement au pouvoir.

80% DU COMMERCE EXTERIEUR AVEC L'URSS

Sous le régime de Daoud, l'URSS a encore renforcé sa mainmise sur l'Afghanistan. Les échanges commerciaux avec l'URSS représentent 80 % du commerce extérieur et plus de la moitié du secteur industriel était contrôlé par l'URSS. Mais Daoud, tout en ouvrant davantage le pays à l'URSS, dans les domaines économiques et militaires, refusa pourtant de s'aligner purement et simplement sur les menées expansionnistes de l'URSS dans la région. La réconciliation de Daoud avec le Pakistan va notamment à l'encontre de la politique de l'URSS d'encourager des mouvements séparatistes au Pakistan dans la province nord-ouest et surtout

au Baloutchistan et de trouver un débouché sur l'océan Indien. Le nouveau renforcement de la fraction pro-occidentale du régime dès le début de 1976 et l'exclusion du parti pro-soviétique «Partchan» du gouvernement entre autres a conduit l'URSS à organiser le sinistre et sanglant coup d'Etat du 27 avril 1978.

LE COUP D'ETAT D'AVRIL 1978

Avec le coup d'Etat, l'URSS installe le régime fantoche, dictatorial et anti-populaire de Taraki-Karmal-Amin, pour favoriser davantage sa domination sur l'Afghanistan. Cette clique, traître à la patrie, a entrepris au nom des réformes sociales et économiques, une politique qui visait à détruire les structures sociales et culturelles du peuple afghan pour écraser toute tentative de résistance nationale face à la domination impérialiste de l'URSS.

D'après le décret No 8 du gouvernement concernant la réforme agraire, chaque paysan recevait 5 hectares de terre. Tandis que les propriétaires fonciers préservaient 35 hectares. Du fait qu'en Afghanistan, les grands propriétaires, qui sont d'ailleurs peu nombreux, possèdent en même temps des actions dans le commerce local, dans les transports, dans les bâtiments, etc. leurs revenus de la terre ne constituent qu'une partie de leurs richesses. Cette réforme, même appliquée, ne pouvait changer les rapports existant entre les propriétaires et les paysans qui, la plupart, étaient des métayers, car ces derniers resteront toujours dépourvus des semences et des moyens de cultiver leurs terres.

En réalité, ce n'était pas un véritable changement de la so-

ciété féodale que visait le gouvernement Taraki, Karmal et Amin. Il voulait, en réalité, détruire toutes les structures traditionnelles de la vie sociale dans les campagnes, qui, souvent, étaient fondées sur l'existence d'une communauté villageoise ou tribale. Au sein de cette communauté, la propriété de la terre n'était jamais établie réellement. Souvent le chef de tribu ou de village ou parfois d'une grande famille enregistrait la terre de toute la communauté à son propre nom. Tandis qu'en réalité cette terre appartenait à plusieurs familles.

Au sein de cette communauté, il existait des rapports d'exploitation des paysans par les propriétaires car ce sont eux qui fournissaient des semences aux paysans, la plupart des métayers, et souvent des moyens de cultiver comme des boeufs, etc. A côté de ça, il existait d'autres aspects communautaires très positifs, comme par exemple pour la répartition de l'eau ou le travail collectif et volontaire des paysans pendant la moisson.

Le régime Taraki-Amin, en ignorant volontairement toutes les structures communautaires extrêmement complexes de la campagne afghane a voulu appliquer un décret fait par les bureaucrates de Kaboul qui ne correspondait pas à la réalité de la société afghane et ne répondait pas aux aspirations des masses.

Ils ont même forcé les paysans d'une région à quitter leur village et à aller dans les autres provinces pour occuper la terre qui appartenait aux paysans d'une autre minorité nationale. Cela dans le but de créer la haine entre les différentes minorités nationales afin de détruire la capacité de résistance populaire.

A suivre

Garage Peugeot à Aix-en-Provence-Les Milles :

« Vous payez en moyenne 75F de l'heure On nous paye en moyenne...une misère »

Tel est l'avis qui accueille les clients du garage Peugeot sur la zone industrielle des Milles près d'Aix-en-Provence. La porte ne laisse passer que les piétons. Des chaînes et des gravas déposés devant le portail empêchent toute entrée ou sortie des véhicules. Une cinquantaine de travailleurs, hommes et femmes, employés de bureau ou mécanos, sont rassemblés autour d'un braserio. Ils en sont à leur douzième jour de grève, Douze jours et douze nuits, car ils montent aussi la garde de nuit pour éviter toute sortie des voitures.

Deux revendications essentielles : diminution des horaires de 42 à 40 h, et augmentation des salaires. La feuille de paie est le principal motif de cette grève.

Jugez vous mêmes : la paie est de 2 200 F par mois après 4 ou 5 ans de maison, et le travail d'un OP3 est payé 2 600 F par mois. Imaginez le bénéfice du patron lorsqu'il facture 75 F une heure de travail qu'il rémunère 14 ou 16 F.

Mais le gérant ne s'en tient pas là. Il a multiplié les contrats provisoires de quatre mois. Comme le disent les ouvriers : « C'est vraiment une sale boîte où on ne reste pas longtemps ». Et il a fallu de la tenacité pour monter la section du syndicat CGT présente depuis un an dans l'entreprise. La lutte est difficile aussi parce que le garage des Milles n'est qu'une des quatorze filiales du groupe Marotski.

Dans la boîte avant la grève, l'atmosphère n'était

plus tenable, l'encadrement est assuré par un ancien militaire qui n'a rien perdu de ses habitudes d'arbitraire et d'autorité. C'est lui qui fixe les salaires et les augmentations, à la tête du client, comme il devait autrefois distribuer les permissions. La confiance règne tellement que le patron a fait poser des grillages entre les vestiaires et le magasin contre les vols. Il s'est même arrogé le droit de fouiller ses employés. Le chauffage, on ne connaît pas chez Peugeot, par contre, les douches sont gratuites quand il pleut.

Après dix jours de grève, le gérant fait convoquer 20 ouvriers au tribunal des référés pour « entrave à la liberté du travail ». Ce monsieur voudrait que les véhi-

cules puissent rentrer et sortir à sa guise, que les ouvriers laissent ainsi leur grève brisée par les petits concessionnaires voisins. Il ose pleurer sur le coût du conflit et crier à la faillite, alors qu'il a investi la bagatelle de 38 millions dans un hall d'exposition.

Fort de leur unité, les travailleurs peuvent faire céder leur patron. Leur revendication, (l'alignement sur les salaires des autres boîtes identiques), remporte la sympathie lors des collectes organisées dans la zone et sur les marchés. Leur lutte est d'autant plus importante qu'avec la montée du chômage, de nombreux petits patrons se croient tout permis.

Correspondant
AIX-EN-PROVENCE

Marseille : la SAM peut redémarrer tout-de-suite

« La SAM vivra », cette banderole nous l'avons vue à Marseille dans toutes les manifestations ouvrières, dans les meetings syndicaux et sur les édifices publics de la ville. Depuis la liquidation de la réparation navale marseillaise, les ouvriers de cette filiale du groupe Terrin intitulée Société des Ateliers de la Méditerranée, sont en lutte pour préserver leur emploi. L'entreprise avait été reprise en gérance libre, c'est-à-dire sans engagement patronal, par le PDG des Ateliers des Chantiers du Havre (ACH). Puis, celui-ci ayant raflé les clients, a laissé tomber la boîte. Occupation de l'entreprise, expulsion des grévistes, piquets devant la boîte, de multiples actions des travailleurs et de leur section CGT

ont permis de dénouer la situation.

Depuis décembre en effet, un groupe d'industriels a fait une offre d'achat qui a été acceptée par les syndics. Les actionnaires ont voté pour cette solution le 13 décembre 1979, et le gouvernement est prêt à débloquent des crédits de redémarrage. Toutes les conditions sont ainsi réunies pour que ces travailleurs, au chômage depuis des mois, puissent retrouver un emploi. Aujourd'hui, ils ne touchent plus que 60 % de leur salaire, et il doit tomber à 55 % le mois prochain.

« Pourquoi attendre pour aller vers la reprise ? » demandent les travailleurs de la SAM. Afin de démontrer l'urgence de la réouverture

des Ateliers de la Méditerranée, ils ont organisé la semaine dernière trois journées d'actions à Marseille, avec exposition de photos de l'entreprise et sur les luttes, diffusion de tracts et émission de « Radio SAM » le jeudi à 18 h 30. Dans ce cadre, quatre travailleurs de la SAM ont observé trois journées de grève de la faim dans les locaux de l'église des Réformes en haut de la Canebière. « Cette grève de la faim, déclarent les quatre ouvriers, est aussi un avertissement pour montrer que notre détermination tant sur le plan individuel qu'avec notre section syndicale est grande pour obtenir la réouverture de notre usine et le réembauchage du personnel ». Des dizaines de délégués d'entreprises, des

prêtres, sont venus apporter leur soutien à ceux de la SAM. Jeudi soir, le responsable de la CGT a pu clore ces journées d'actions en annonçant que mardi 5 février, la section syndicale qui a déjà dressé une liste complète des travailleurs au chômage prêts à retravailler à la SAM, cette section syndicale, donc, doit rencontrer un représentant du groupe des industriels acquéreurs.

Les SAM sont aujourd'hui à deux pas du succès, un succès dû à leur lutte opiniâtre, au courage des militants qui n'ont jamais cédé face aux difficultés rencontrées.

Hervé DASTAR

Violents bombardements contre le Sud-Liban

Depuis huit jours, les milices d'extrême-droite de Saad Haddad, appuyées par l'artillerie israélienne, multiplient les bombardements contre le Sud-Liban. Dimanche matin, les agences de presses faisaient état d'un obus à la minute, tombant sur une localité du Sud-Liban. En général, les bombardements contre le Sud-Liban ne connaissent guère de répit mais, ces jours-ci ils se sont beaucoup intensifiés. Parmi les localités les plus visées, celles situées dans le secteur oriental du Sud-Liban, au Sud de Sour (Tyr) ; dans cette région, une fois de plus, le camp de

réfugiés palestiniens de Rachidieh a subi de violents bombardements, notamment dans la journée de samedi. L'artillerie des milices et celle de l'Etat sioniste ont également pris pour cible la ville de Nabatiyeh, haut lieu de la résistance patriotique libanaise et de la résistance palestinienne, dans le secteur central du Sud-Liban. Dans le même temps, l'aviation israélienne effectuait des vols de reconnaissance au-dessus de la plaine de la Bekaa, près de la frontière syrienne.

L'artillerie de la résistance palestinienne et des forces patriotiques libanaises, ont

riposté et des duels d'artillerie d'une durée de plusieurs heures ont eu lieu au cours du week-end. Les forces palestiniennes ont été mises en état d'alerte tandis que dès jeudi le commandement militaire de la résistance, sous la direction de Yasser Arafat, examinait la situation, notamment les risques d'une nouvelle attaque israélienne de grande envergure contre le Sud-Liban.

Cette recrudescence des attaques contre le Sud-Liban intervient dans le même temps où le gouvernement sioniste réaffirme sa politique de colonisation à ou-

trance de la Cisjordanie et de Gaza, tandis que les négociations entre les délégations égyptienne, israélienne, et américaine, sur la prétendue « autonomie administrative palestinienne », ont connu vendredi dernier, une nouvelle impasse. Les mesures de renforcement de la colonisation ont été envisagées, dimanche, par le gouvernement israélien. Ces mesures concernent notamment Hébron, ville de Cisjordanie, où le couvre-feu a été imposé depuis plusieurs jours, par le gouvernement militaire, à la suite de manifestations palestiniennes contre l'occupation.

Communiqué de la CFDT Longwy

« Dans la nuit du 30 janvier, deux individus ont pénétré dans les locaux de la CFDT à Longwy-Bas. Ils ont commis des actes de vandalisme : des armoires ont été fracturées. Surpris par la présence de deux étudiants da-noises, de passage à Longwy, qui précédaient la venue d'un groupe d'étude, ils se sont livrés à des actes odieux à leur rencontre. La CFDT, tous ses adhérents, militants et sympathisants, expriment la plus profonde indignation devant cette agression inqualifiable, commise dans le plus profond mépris de la personne humaine. Cette ignominie commise dans les locaux syndicaux porte un coup à la CFDT et contre tout le mouvement ouvrier, au moment même où gouvernement et patronat mènent une action contre les travailleurs et la population de Longwy en tentant en particulier de discréditer leur juste lutte. La CFDT a porté plainte. Elle entend que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Dans le respect des personnes concernées, et en attendant le déroulement de l'enquête, l'UIS-CFDT de Longwy s'en tient à cette déclaration. »

190 ouvriers polonais menacés de licenciements

190 ouvriers d'une entreprise du port de Gdansk sont menacés de licenciements en raison de leur participation à un mouvement revendicatif. Plusieurs ouvriers avaient participé en décembre à une manifestation commémorant la révolte de 1970 dans les ports de la Baltique.

En janvier, une quarantaine d'ouvriers avait été menacée de licenciements, suite à cette manifestation. Pour s'y opposer, un comité ouvrier regroupant 170 personnes s'était constitué et avait organisé plusieurs réunions de protestation contre la direction.

Samedi, alors qu'un nouveau meeting devait se tenir, la direction a convoqué 190 personnes, les menaçant de licenciement si elle continuaient leur action.

La presse officielle d'Afghanistan critique Karmal

Ne peut-on se demander si les rumeurs sur une mise à l'écart du protégé de Moscou, Babrak Karmal, sont justifiées ? En tout cas, le quotidien gouvernemental de Kaboul a publié samedi 2 février un éditorial critiquant ouvertement le président à peine installé par les chars russes depuis un mois. L'éditorial reproche à Karmal de ne pas avoir donné à son gouvernement une base assez large et de ne pas utiliser « au mieux de leurs possibilités les personnes qui l'entourent ». L'éditorial ajoute : « S'il hésite encore au lieu de résoudre les problèmes les plus urgents avec l'aide des hommes compétents, il perdra sa crédibilité au sein de l'intelligentsia ».

Décidément, il faut croire qu'il n'est pas facile de nos jours d'être une marionnette au service de Moscou.

Montpellier : manifestation contre les fermetures de classe

Les parents occupent l'école, les enseignants sont en grève, c'est la réponse au projet de fermeture d'une classe de primaire à l'école Pres d'Arenes à Montpellier, fermeture prévue à la rentrée 1980. C'est ainsi que l'administration concernée croit pouvoir fermer tranquillement huit classes sur Montpellier à la prochaine rentrée : cela fait partie des multiples méfaits que le gouvernement Giscard-Barre commet contre les travailleurs et leurs enfants.

Lundi, la FCPE (Corneil), la CSCV (Syndicat du cadre de vie), avec les parents et les enseignants syndiqués ou non sont déterminés à faire céder le rectorat. Déjà, celui-ci a reculé puisé deux classes étaient menacées de fermeture au Pres d'Arenes, actuellement, il n'y en a plus qu'une. Lundi 4 février, tous les participants à la manifestation exigeaient « Pas de fermeture, ouverture des postes nécessaires ».

Une manifestation départementale contre les fermetures de classe est prévue le 6 février à Montpellier. Correspondante Montpellier

PCF-PCE

Quand le silence gêné fait place aux aigreurs de langage

Le silence gêné qu'observent les dirigeants du PCF sur l'ampleur des divergences qui les opposent au PCE (Parti communiste espagnol) et au PCI (Parti communiste italien) vient d'être en partie rompu par Marchais dans son discours de clôture au congrès du MJCF. Depuis le début de l'année en particulier, le secrétaire général du PCF s'efforçait de donner le change en émaillant ses discours de référence à

Tous les observateurs avaient constaté par exemple à quel point l'accueil et la publicité réservée à la visite du secrétaire général du PCE à Rome, il y a une dizaine de jours tranchaient avec la froideur et la discrétion gênée qui entourèrent celle qu'y fit Marchais juste avant sa rencontre avec Brejnev. N'était pas passée inaperçue non plus la prise de position commune des représentants du PCI avec ceux des partis socialistes et sociaux démocrates lorsque l'Afghanistan fut mis à l'ordre du jour du parlement de Strasbourg. Ce rapprochement est d'ailleurs plus qu'une affaire de circonstance. Amorcé déjà à l'occasion des élections européennes du printemps dernier, il a pris ces derniers temps la forme de rencontres bilatérales (même si discrètes et informelles, pour l'instant), avec le SPD allemand ou le PS de Mitterrand que Claude Estier et Lionel Jospin sont allés re-

présenter à Rome. Malgré cela les dirigeants des partis français, italiens et espagnols évitaient respectivement de s'exprimer publiquement sur leurs désaccords.

Ainsi le long rapport sur la situation internationale présenté par Gremetz à la dernière session du CC du PCF ignorait soigneusement (du moins dans la version qu'en publia L'Humanité) cette question.

Le premier couac de ce concert pour muets intervient au détour d'une interview que Manuel Azcarate, responsable des relations internationales du PCE, accordait au *Matin* le 25 janvier. Interrogé sur l'attitude du PCF à propos de l'Afghanistan, le dirigeant espagnol évoquant les « communistes français qui pensent comme nous... et qui désapprouvent les articles insultants publiés par L'Humanité ». L'Humanité du 26 janvier faisait état d'un démenti d'Azcarate, tandis que

l'eurocommunisme et à « son ami Enrico » Berlinguer ou tout simplement en coupant court aux questions pertinentes qui lui étaient posées concernant la participation de ses homologues italiens et espagnols au « chœur impérialiste » condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan. Pourtant la question ne pouvait être indéfiniment contournée.



Son «ami Enrico» participe au «chœur impérialiste» condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan.

de son côté la rédaction du *Matin* maintenait les termes de l'interview, et attribuait le démenti d'Azcarate aux «amicales pressions de ses camarades français».

En clôturant dimanche le congrès des jeunes du PCF, Marchais a partiellement comblé le vide laissé par la publication du rapport de Gremetz. Ayant évoqué avec satisfaction la convergence eurocommuniste, le secrétaire général du PCF poursuit : «A ce propos, un journal du soir (Le Monde NDLR) prétend que le camarade Santiago Carillo aurait affirmé que non seulement les sociaux démocrates et les forces chrétiennes progressistes peuvent s'associer aux partis eurocommunistes dans la recherche de ce qu'il appelle une troisième voie, mais que «les conclusions que Giscard d'Estaing a tiré de ses entretiens avec Madame Gandhi, lui semblent aller dans le même sens». Information surprenante».

Notons au passage que Marchais, sans doute sous

le coup de la surprise, a omis de signaler à ses auditeurs que son collègue espagnol avait, dans le cadre des mêmes déclarations à la presse étrangère, utilisé les termes d'«expansionnisme» et d'«hégémonisme» pour parler de l'URSS.

En tout cas le commentaire est peu aimable pour Carillo : «Il est tout simplement impensable, s'écrit Marchais, que l'eurocommunisme puisse signifier chez nous ou à l'échelle de l'Europe, la conclusion d'un pacte intégrant Giscard d'Estaing. (...) Pour nous, il est clair que l'eurocommunisme n'a jamais signifié et ne saurait signifier la collaboration de classe, la gestion de la crise au bénéfice du capital».

Pas besoin d'être médium pour comprendre qu'il doit s'en dire de belles, place du colonel Fabien, à propos de la politique suivie par les «camarades» italiens et espagnols. A suivre.

P.M.

Le syndicat des correcteurs CGT rend publique sa désapprobation de l'agression soviétique

La CGT-Paris proteste contre « le silence de la presse écrite et parlée, organisé délibérément par le pouvoir » à l'encontre des déclarations favorables à l'intervention russe faites par la délégation CGT à son retour de Kaboul. Indignation mal venue, car en même temps, le syndicat des correcteurs CGT déclare qu'il a présenté en vain une motion désapprouvant l'intervention soviétique lors du congrès des syndicats de Paris, qui s'est tenu du 22 au 25 janvier. En effet, si le porte-parole des correcteurs a pu s'exprimer à la tribune, le vote sur la motion a été écarté. Après la Fédération nationale des personnels pénitentiaires-justice, la fédération de la chimie et d'autres syndicats (voir notre édition datée du 25 janvier), c'est donc une nouvelle organisation cégétiste qui a clairement condamné l'intervention russe.

Le maire-adjoint de Chambéry démissionne du PCF

«Le socialisme pousse mal à l'ombre des canons»

L'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques et son approbation par Marchais, continue de susciter critiques et interrogations au sein du PCF. En témoigne la démission de Michel Grundberger, maire-adjoint de Chambéry. Dans une interview publiée par *Le Progrès*, M. Grundberger explique qu'il a envoyé sa lettre de démission du PCF le 15 janvier, mais qu'il ne l'a pas rendue publique immédiatement pour éviter qu'on l'amalgame «à toutes les prises de position que certains ont pu avoir et qui se sont lancées dans une campagne anti-soviétique et anti-communiste, alors qu'on ne les a pas vu faire autant bloc à propos d'interventions des USA ou de la France». Après avoir affirmé qu'il reste «en accord avec le parti sur ses objectifs».

Michel Grundberger explique ainsi sa démission : «D'abord, c'est une question de principe. Le PCF a beaucoup lutté pour que les gens soient convaincus que l'ingérence d'un pays dans les affaires d'un autre, était condamnable. Il en est de même en ce qui concerne la liberté des peuples à disposer de leur avenir, c'est essentiel. La deuxième raison, qui n'est pas à opposer à la première, est une question de réalisme. Le socialisme pousse mal à l'ombre des canons, surtout si ce sont des canons étrangers (...) Enfin, la troisième raison, se situe plus spécifiquement par rapport au PCF : par cette position, le parti s'isole des forces de progrès, des masses, mais aussi sur un plan plus global du PC italien, du mouvement de la paix, etc...»

La censure, ça existe

«L'ascension de Mobutu», un livre qui retrace la manière dont le chef du gouvernement zairois s'est hissé au pouvoir, et avec l'appui de qui, ne sera pas vendu en France. Le ministre de l'Intérieur avait interdit ce livre, écrit par un journaliste belge, Jules Chomé. Le Conseil d'Etat a confirmé cette interdiction, en s'appuyant sur la loi de 1881, qui autorise la censure des ouvrages écrits par des ressortissants étrangers. Selon Bonnet, le livre en question «est de nature à compromettre les relations franco-zairoises»; selon le Conseil d'Etat, «il ne risque pas de troubler l'ordre public». Interdit en France, l'Ascension de Mobutu est en vente libre en Belgique.

Un sondage original : Giscard favori en 1981

Giscard est bien placé pour remporter les présidentielles de 1981. C'est l'originale conclusion du sondage IFOP-Le Point que publie l'hebdomadaire dans son édition du lundi 4 février. Au second tour, Giscard obtiendrait 60% face à Mitterrand, 55% face à Rocard, et 70% face à Marchais. La seule chance de la gauche résiderait dans la présence de Chirac au second tour : dans ce cas, Mitterrand l'emporterait avec 53% des voix, et Rocard avec 56%. Au premier tour, les résultats seraient les suivants : Giscard 40%, Mitterrand 18%, Marchais 16% et Chirac 12%. Dans le cas d'une candidature Rocard, Giscard obtiendrait 38%, Rocard 21%, Marchais et Chirac restant inchangés.

Chaque jour, achetez le Quotidien du Peuple dans le même kiosque

Pour téléphoner au Quotidien du Peuple NOUVEAU NUMERO 205-51-10

Election municipale partielle à Issy-les-Moulineaux :

Un tiers des électeurs socialistes refusent de reporter leur voix sur le PCF

Une simple élection municipale partielle, à Issy-les-Moulineaux, retient aujourd'hui l'attention des états-majors politiques. Devant l'emporter au deuxième tour sans aucun problème, le député PCF y a en effet été largement battu au second tour, du fait d'un mauvais «report» des voix socialistes. Les chiffres sont éloquentes, qui indiquent un phénomène bien peu perceptible en mars 1978, et qui en tout cas, ne s'était pas encore produit dans les nombreuses petites élections partielles qui émaillent chaque dimanche : au premier tour, le député PCF Ducloné obtint 4 347 voix, et le socialiste Viora 2 349. Soit 52,5% des suffrages exprimés pour la gauche, et 6 696 voix. Au second tour, seul en lice face au candidat de droite, Ducloné n'obtint plus que 5 909 voix. Ce qui signifie en toute logique que 787 votants socialistes du premier tour ont refusé leurs suffrages à Ducloné : un électeur du PS sur trois.

On ne saurait certes tirer un enseignement global de

ce qui n'est qu'une élection partielle. Pourtant, l'élection d'Issy-les-Moulineaux présentait quelque enjeu, si on prend en compte la personnalité du candidat du PCF — un de ses députés les plus actifs —, si on prend aussi en compte les résultats de 1977, ou la liste de droite n'avait devancée celle de la gauche unie que de... 44 voix.

Jusqu'à présent, l'affrontement PS-PCF n'avait eu de reflet dans l'électorat qu'en ce sens que les deux partis obtenaient moins de voix qu'escomptées : ce fut le cas en mars 1978. Si l'exemple d'Issy venait à se répéter, les états-majors, et notamment celui du PS, pourraient être amenés à revoir leur tactique : Mitterrand ne répète-t-il pas inlassablement que le «peuple de gauche» — entendez les électeurs de gauche — refusent les querelles d'appareils. Un électeur socialiste sur trois qui refuse sa voix au PCF, voilà qui va faire réfléchir les stratèges, ceux qui préparent, déjà l'après 1981.

Nouvelle expulsion d'un travailleur immigré des Tuileries St André de Marseille

Le préfet veut-il empêcher l'enquête sur le trafic de faux papiers ?

Jeudi dernier, à 6 heures du matin, la police faisait une nouvelle descente au foyer dortoir de la Batandière. Dialo Oumar travailleur mauritanien en France depuis 1963, était expulsé le jour-même. Il s'était fait inculper, à sa demande, pour utilisation de faux papiers afin que la lumière soit faite sur le trafic dont sont doublement victimes nombre de travailleurs immigrés : devoir acheter à prix fort une fausse carte de séjour et être expulsé pour ce motif du fait de la loi Bonnet. Nous publions la pétition nationale lancée

La reprise du travail des 120 travailleurs africains noirs des Tuileries intervient le 28 novembre 1979, après 22 jours de grève, contre le licenciement de l'un d'entre eux. Le 6 décembre, sept cars de police investissent la Batandière, le dortoir de ces

au sujet de cette affaire, ainsi que des extraits du communiqué de « l'Association des Juristes pour la Reconnaissance des Droits fondamentaux des Immigrés ».

Voici les faits tels que les ont retracés les représentants de l'Union départementale CFDT et l'Union des syndicats CFDT construction et bois des Bouches-du-Rhône lors de la conférence de presse qu'ils ont tenue vendredi 1er février 1980.

travailleurs, et en raflet 22 sur la base d'une liste nominative fournie visiblement par la direction. Motif : utilisation de faux papiers.

Neuf sont expulsés, quatre (Mauritaniens) sont relâchés et avertis de leur expulsion, neuf sont relâchés.

Le 12 décembre : les quatre Mauritaniens citent le préfet des Bouches-du-Rhône en référé pour obtenir le motif de leur expulsion. Leur présence « est de nature à compromettre l'ordre public ou le crédit public », apprennent-ils.

Le 13 décembre : Les quatre travailleurs décident de satisfaire à la mesure d'expulsion. Le préfet « vexé » refuse de payer les billets d'avion. Les quatre Mauritaniens retournent à la Batandière.

Le 14 décembre, le doyen des juges d'instruction, Pages, ouvre une enquête sur le trafic de faux papiers.

Le 9 janvier, il convoque les quatre travailleurs pour le 24 janvier.

Le 10 janvier, trois d'entre eux, sur pression du consul de Mauritanie à Marseille quittent la France (la CFDT a écrit au président de la République de Mauritanie pour dénoncer l'attitude du consul).

Le 24 janvier, Dialo Oumar, qui a refusé de partir, est entendu par le juge Pages. Il est inculqué pour détention de faux papiers, à sa demande.

Le 31 janvier, c'est l'expulsion de Dialo Oumar...



Communiqué de presse d'une association de juristes

Un travailleur mauritanien, Dialo Oumar, en France depuis 1963, appréhendé par les forces de police au foyer dortoir de la Batandière, a été expulsé le jeudi 31 janvier 1980 du territoire français.

Un arrêté d'expulsion du 7 décembre 1979 avait été pris contre lui, et contre 14 autres travailleurs au motif d'utilisation de faux papiers et en vérité pour avoir participé à un mouvement de grève à l'usine des Tuileries de Marseille.

L'ordonnance de référé du 12 décembre du tribunal de Grande Instance de Marseille, faisant suite à une action en justice engagée contre le préfet de police, « prenait acte que les demandeurs ne seraient pas contraints par les services de police d'exécuter l'arrêté d'expulsion ».

De plus, le jeudi 24 février, Dialo Oumar était inculqué à sa demande pour utilisation de faux papiers, pour aider à établir la vérité dans ce trafic de faux pa-

papiers et rester en territoire français à la disposition des autorités judiciaires.

En faisant exécuter par les services de police l'arrêté d'expulsion, la préfecture de police a manqué à l'engagement mentionné dans l'ordonnance de référé et a empêché une procédure judiciaire de suivre son cours. (...)

L'Association des Juristes pour la Reconnaissance des Droits fondamentaux des Immigrés s'élève énergiquement contre la loi Barre-Bonnet et le projet de loi Stoléru qui accroissent le caractère discriminatoire du droit réservé aux immigrés et elle exige l'abrogation et l'abandon de ces textes. Marseille, le 31 janvier 1980

Association des Juristes pour la Reconnaissance des Droits fondamentaux des Immigrés : 15, rue St-Savournin - 13015 Marseille (regroupe près d'une centaine de juristes de professions diverses).

Marseille, jour 1 de la loi Bonnet

Voici le texte de la pétition nationale lancée sous ce titre : Marseille, jour 1 de la loi Bonnet. A l'appel de : l'UD-CFDT des Bouches-du-Rhône, la CIMADE, la Fédération PS, les Juristes démocrates, les Juristes pour la Reconnaissance des Droits des Immigrés, la LICRA, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, le SAF (Syndicat des avocats de France), le SM (Syndicat de la magistrature).

En novembre, ils avaient fait 22 jours de grève aux Tuileries de Marseille pour leurs revendications les plus élémentaires et il y a eu une dénonciation « anonyme » à la préfecture : le 6 décembre 1979, 14 travailleurs mauritaniens et sénégalais sont saisis par la police dans leur dortoir ou à leur poste de travail sous prétexte d'utilisation de faux titres de séjour.

Le 8 décembre, 10 d'entre eux sont expulsés, 4 devant l'être le 13.

Il a fallu que ces 4 travailleurs fassent un référé au préfet de police pour que le 12 décembre, leur défense puisse enfin savoir qu'ils

étaient sous le coup d'un arrêté d'expulsion pour « trouble de l'ordre public ».

Les signataires s'indignent : contre la précipitation et le secret qui ont entouré les décisions du préfet de police des Bouches-du-Rhône, contre le mur de silence qui a été opposé pendant sept jours à leur défense et sur leur sort et sur les accusations portées à leur encontre.

Ils exigent que toute lumière soit faite sur l'origine des faux papiers, sur la responsabilité véritable de ceux qui ont intérêt à ce que toute une main-d'œuvre immigrée soit démunie de titres de séjour.

Ils exigent l'arrêt des expulsions, le maintien en France et la régularisation de la situation de ces travailleurs, qui, pour certains, sont en France depuis 1963 et travaillent dans la même entreprise depuis 1976.

Devant ce fait concret, les signataires reconnaissent la même volonté politique qui s'est exprimée dans la loi Bonnet-Barre et qui tend à faire des travailleurs immigrés des personnes dépourvues de tout droit.

Renault-Billancourt

• Le responsable du syndicat CGT interdit d'entrée ! • Débrayages mardi pour l'emploi et les salaires

La direction de la régie Renault, à l'usine de Boulogne-Billancourt (région parisienne), vient de fait de licencier le secrétaire du syndicat CGT de cette usine, Michel Certano, qui est aussi délégué central de la CGT Renault (donc pour l'ensemble de la société automobile) vient en effet de se voir interdire de pénétrer dans l'enceinte de Renault-Billancourt. Certano se voit réprimé pour des faits remontant... à deux ans et dont il est entre autres rendu responsable. Ces faits ? La direction de la régie fait état, pour s'attaquer au responsable syndical, des affrontements ayant eu lieu lors de la grève des caristes, du département 38, en 1978, affrontements qui avaient d'ailleurs donné lieu à un procès.

L'interdiction de pénétrer dans l'usine de Boulogne-Billancourt concerne également un autre responsable CGT de l'usine ! En outre, toute infraction à cette mesure répressive vaudra à leurs auteurs une amende de 500 F.

Amendes assorties d'ailleurs d'agressions physiques le cas échéant !

Ainsi, il y a quelques jours seulement, Certano s'est vu empêché physiquement par une partie de la maîtrise et des cadres de rendre visite comme il en avait décidé, aux grévistes du département 54 de l'usine. On sait que les travailleurs de ce département qui est celui de l'outillage et de l'entretien sont en grève depuis le jeudi 24 janvier contre le travail obligatoire du samedi et contre le système de polyvalence. Toutes choses que la direction de l'usine veut développer, dans le cadre de la réorganisation en cours de l'usine Renault-Billancourt. Laquelle usine devait par ailleurs connaître ce mardi un débrayage de deux heures appelé par la CGT, la CFDT et la CFTC pour la garantie de l'emploi, les salaires et pour les libertés syndicales, justement.

RATP

Grève contre l'augmentation de la productivité

84 mises à pied et plus de 5 000 retenues sur salaires !

Depuis 12 jours (mais divers mouvements s'y déroulaient depuis plusieurs semaines), les ouvriers des ateliers RATP de Choisy (réparations de rames, etc.) occupent leurs lieux de travail. A l'origine de ce mouvement : le refus de l'augmentation de la charge de travail.

Des actions existent également pour la même exigence dans les autres dépôts de la région parisienne : dépôts RATP de Montrouge, Boissy, Rueil, Saint-Ouen, Javel, Boulogne, Vaugirard et Fontenoy.

La direction de la RATP, pour toute réponse aux grévistes, vient de leur signifier 84 mises à pied ainsi que de procéder à 5 500 retraits sur salaire. Cette répression n'a, semble-t-il, pas impressionné les travailleurs de la RATP. Récemment, en plus des mesures décrites, la direction de la RATP faisait assigner des délégués syndicaux devant le tribunal (4 militants CGT, 1 militant CFDT). 4 000 travailleurs se rendaient au Palais de Justice à Paris et amplifiaient dans les différents ateliers, à partir de ce moment-là, le mouvement qui continuait toujours en début de semaine.

Condamnation de six délégués du Joint français

Six délégués du Joint Français ont été jugés en correctionnel le 10 janvier à Saint-Brieuc. Accusation : séquestration du patron lors de la grève qui avait eu lieu en mars 1979. Le tribunal vient de rendre son jugement après délibération et réflexion de trois semaines. Les six délégués (quatre CFDT et deux CGT) ont été condamnés à quinze jours de prison avec sursis. Les juges n'ont pas retenu la demande du procureur qui voulait, en plus, infliger une amende de 500 F. C'est une nouvelle affaire où les patrons essaient d'assimiler les syndicalistes qui défendent leurs droits à de vulgaires malfaiteurs en les condamnant devant la même juridiction. Les syndicalistes et leur avocat vont faire appel.

Nouvelles d'Asie du Sud-Est

Epuration dans le parti vietnamien

A l'occasion du 50^e anniversaire du Parti vietnamien, Le Duan, secrétaire général, a annoncé une épuration du Parti.

Sous couvert de lutte contre la corruption, bien réelle d'ailleurs, il semble que l'épuration ait pour objectif de supprimer l'opposition massive qui, au sein du Parti, refuse l'orientation pro-soviétique du Vietnam.

Les chiffres sont éloquentes : fort d'un million et demi de membres en 1976 lors du 4^e congrès, le Parti vietnamien n'en comptant

plus qu'un million en décembre 1979.

C'est au 4^e congrès qu'avait été décidée l'élimination des «pro-chinois» dont un membre du Bureau Politique, Hoang Van Haon, depuis réfugié en Chine, et 3 membres du Comité Central, placés en résidence surveillée. Mais le courant d'amitié avec la Chine restait vivace, comme en témoigne cette citation de l'Agence vietnamienne d'information, appelant «à critiquer et à surmonter l'influence venimeuse du maoïsme».

Navires de guerre russes dans un port vietnamien

Tandis que l'armée vietnamienne relance les opérations contre la résistance cambodgienne, des bateaux de guerre soviétiques ont jeté l'ancre dans un port vietnamien, selon une agence de presse japonaise. La flotte est composée d'un croiseur lance-missiles, de 2 destroyers, d'un bateau de débarquement et d'un escorteur. Les 2 destroyers sont également équipés de lance-missiles.

L'armée vietnamienne relance les opérations contre les résistants cambodgiens à la frontière thaïlandaise

Alors que la marche organisée par «Médecins Sans Frontières» doit commencer ce mercredi, l'armée vietnamienne a relancé ses opérations de nettoyage à la frontière khméro-thaïlandaise.

Des unités d'infanterie vietnamienne appuyée par des blindés et l'artillerie lourde, ont attaqué des camps de résistants Khmers rouges et nationalistes à l'Ouest du Cambodge. Une quarantaine d'obus sont tombés en territoire thaïlandais.

L'un des plus importants centres de redistribution de l'aide internationale, sous contrôle Khmer rouge, aurait été pris d'assaut par l'armée vietnamienne qui a fait main basse sur les stocks de denrées alimen-

taires. En conséquence, 3 000 civils et militaires Khmers rouges se sont réfugiés en Thaïlande pour échapper à l'emprise vietnamienne. D'autres unités vietnamiennes ont également lancé quelques attaques, sans grand succès, plus au Sud. L'objectif de Hanoi est de tenter de «nettoyer» la frontière khméro-thaï des groupes de résistants et de réfugiés qui viennent chercher des secours en Thaïlande. Jusqu'à présent, cet objectif a échoué et la frontière reste perméable aux Cambodgiens. Une autre raison de ces attaques peut résider dans la crainte de Hanoi que les résistants, ou plus généralement des Cambodgiens affamés, n'aillent au devant des manifestants de la mar-

che de mercredi pour témoigner de ce qui se passe au Cambodge. D'ailleurs, on sait que les résistants, aussi bien Khmers rouges que nationalistes, ont salué cette initiative qualifiée par Hanoi de manœuvre «servant les intérêts des impérialistes et des réactionnaires».

Une centaine de personnalités politiques ou artistiques sont déjà arrivées à Bangkok pour participer à la marche, dont plusieurs membres du Parti socialiste, la chanteuse américaine Joan Baez, l'actrice Liv Ullman, la veuve du pasteur Luther King, Nina Kehavan du PCF, etc...

C.L.

Nouveau scandale aux USA ?

Nouveau scandale aux USA, avant les élections ? C'est la question que l'on peut se poser suite à deux affaires douteuses, impliquant des hommes politiques, pour la plupart membres du Parti démocrate au pouvoir. C'est ainsi que le secrétaire au Trésor, Miller, est accusé d'avoir couvert les malversations de la société Ixtion dont il fut le président de 1974 à 1978. Scandale qui éclabousse aujourd'hui tout le gouvernement Carter et risque de peser dans la balance des élections.

Autre affaire : au cours d'une enquête, le FBI a envoyé ses agents (qui se faisaient passer pour des hommes d'affaires) proposer des pots de vin à des hommes politiques et à des hommes d'affaires américains, au nom d'un imaginaire cheikh arabe. Une trentaine de personnes auraient accepté ces cadeaux empoisonnés et se retrouvent maintenant interrogés.

Etant donné que les suspects sont tous démocrates, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une opération lancée par le Parti républicain pour discréditer son adversaire avant les élections.

«La Somalie ne sera une base pour personne»

Tandis que la superpuissance impérialiste américaine vient d'annoncer le déploiement d'une force navale permanente dans l'océan Indien, aggravant ainsi la tension dans cette zone, et recherche un port d'attache pour cette flotte auprès d'un pays de la région, le ministre des Affaires étrangères de Somalie a formellement démenti que son pays ait autorisé l'installation d'une base militaire américaine sur son territoire.

Il a qualifié cette hypothèse de «déliée de tout fondement» et a ajouté que «la Somalie ne sera une base pour personne», montrant par là qu'un pays du tiers-monde peut suivre une politique indépendante de l'une et l'autre superpuissance.

Inde

Après avoir affirmé qu'elle était hostile à la présence de troupes ou de bases étrangères où que ce soit dans le monde, Indira Gandhi a pu dire : «Ce qui s'est passé en

Afghanistan est une affaire intérieure à ce pays». Critiquant à la fois les Etats-Unis et l'URSS pour le danger que fait courir à la paix leur confrontation dans le sous-continent indien, le premier ministre indien a cependant réservé ses flèches les plus acérées à l'aide militaire américaine au Pakistan.

Le secteur privé de la sidérurgie britannique en grève

La grève dans le secteur privé de la sidérurgie anglaise a redémarré dimanche à l'appel des syndicats de la métallurgie.

Vendredi, la chambre des lords avait annulé la décision de la Cour d'appel de Londres, déclarant illégale la grève dans le secteur privé.

Ce qui fait qu'aujourd'hui, toute la sidérurgie britannique (privée et nationalisée) est paralysée par la grève de plus de 150 000 travailleurs.

Guatemala

Les Indiens en lutte contre la répression fasciste

La répression au Guatemala ne faiblit pas après la prise d'assaut de l'ambassade espagnole par les forces de police, qui a fait 39 morts.

Le seul survivant parmi les paysans qui occupaient l'ambassade a été purement et simplement liquidé par un commando fasciste qui l'a enlevé de la clinique où il était soigné. Son corps martyrisé a été retrouvé le lendemain de l'enlèvement devant l'université San Carlos.

Mais les bandes fascistes ne se sont pas arrêtées là : lors de l'enterrement des paysans, des hommes en civil ont ouvert le feu sur le cortège funèbre fort de 50 000 personnes. Deux étudiants sont tombés sous les balles tandis que deux autres personnes étaient enlevées à bord d'une voiture.

L'atrocité des crimes commis par l'extrême-droite et l'impunité totale dont elle jouit montrent que ces bandes armées sont entretenues et encouragées par les militaires au pouvoir. D'ailleurs, bien souvent, l'armée met officiellement la main à la pâte et il est bien difficile de faire la distinction entre les commandos civils en armes et l'armée elle-même. Chaque jour, 5 assassinats politiques sont perpétrés contre l'opposition : le record mondial !

LA POPULATION INDIENNE REPRIMEE

La répression est encore plus féroce lorsqu'il s'agit des Indiens, qui constituent 67 % de la population : paysans sans terre ou ouvriers agricoles, ils vivent dans des conditions misérables, traités comme du bétail par les propriétaires fonciers. En mai 1978, 150



Atroce ! Ces corps calcinés sont ceux des paysans qui occupaient l'ambassade espagnole au Guatemala. La police a donné l'assaut : 39 morts. Le seul survivant a été liquidé par un commando fasciste dans la clinique où il était soigné.

paysans, Indiens, avaient été massacrés par l'armée.

Mais les choses commencent à changer : depuis deux ans, les Indiens participent à des actions de protestation. L'action à l'ambassade avait justement pour but d'attirer l'attention sur la répression qui sévit dans leur région, à l'Ouest du pays. D'abord hébergés à l'université San Carlos de la capitale, ils avaient exposé devant la presse les exactions des propriétaires fonciers qui cherchent à les exproprier de leurs terres ancestrales. Ils ont aussi dénoncé les crimes des groupes armés fascistes, les enlèvements, les enrôlements forcés dans l'armée, et le quadrillage militaire de la région. Encore une fois, le gouvernement a répondu par un massacre. Mais, l'am-

pleur de la manifestation lors de l'enterrement des victimes, et les slogans hostiles à la dictature laissent présager que les choses n'en resteront pas là. Le peuple du Guatemala est excédé et l'exemple du Nicaragua n'est pas loin...

C'est d'ailleurs sans doute par crainte de la contagion que les militaires ont choisi la manière forte, espérant ainsi effrayer les masses et assurer leur pouvoir. Mais Somoza aussi avait fait ce choix. On sait comment il a fini...

Quant aux USA qui ont installé la plupart des dictatures d'Amérique du Sud et qui ont soutenu Somoza jusqu'au dernier moment, continueront-ils d'aider le régime sanguinaire du Guatemala ?

Iran : positions contradictoires après la Conférence islamique

Alors que la délégation iranienne à la Conférence islamique d'Islamabad avait souscrit à la résolution finale condamnant l'intervention militaire russe en Afghanistan, le Conseil de la révolution iranien a, lui, dénoncé «l'orientation pro-américaine» de la Conférence. Le Conseil de la révolution estime que la résolution finale n'a pas pris en considération les revendications de l'Iran vis-à-vis des USA.

Cette prise de position contradictoire avec la précédente, montre que l'unité est loin d'être réalisée en Iran sur la lutte à mener contre les 2 superpuissances, certaines forces politiques ou religieuses tentant de minimiser la condamna-

tion de l'URSS au nom du seul combat contre l'impérialisme américain.

Quant à l'accusation portée contre la Conférence islamique («orientation pro-américaine»), il faut remarquer qu'elle est un peu tirée par les cheveux : puisque la Conférence avait soigneusement pris soin de dénoncer les 2 superpuissances et de préciser que sa condamnation de l'URSS n'était pas motivée par l'attitude américaine, mais par l'adhésion des pays membres de la Conférence au principe d'indépendance des pays et de non-ingérence.

En ce qui concerne les revendications de l'Iran vis-à-vis des USA, il est vrai que cela n'a pas été abordé à la Conférence, mais cette

question n'était pas à l'ordre du jour. Par contre, la question palestinienne et celle des relations Egypte-Israël avaient été rajoutées à la question afghane et chacun sait que les USA sont impliqués dans ces 2 points.

Il semble que Khomeiny soit en contradiction avec le Conseil de la révolution puisque l'Iman vient de renouveler sa condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan : «Nous condamnons l'occupation de l'Afghanistan et nous accorderons toute l'assistance nécessaire à nos frères Afghans», a-t-il dit, ajoutant pour que les choses soient claires sur les USA et l'URSS qu'il n'y avait «pas de différence entre l'Est et l'Ouest».

Le personnel du CROUS d'Aix en Provence en grève

Les étudiants les soutiennent

Treize heures vendredi 1er février : les repas sont enfin servis au restaurant universitaire des Gazelles à Aix-en-Provence, 500 étudiants viendront manger. Presque autant que les autres jours. Mais aujourd'hui, derrière les fourneaux, ce sont aussi des étudiants qui, comme la veille au soir, servent des repas chauds au prix habituel du restaurant universitaire.

Cette action vient en soutien aux travailleurs du CROUS* en grève.

40 H PAR SEMAINE ET NON 50 H

120 grévistes sur un total de 140 employés ! Femmes de service des cités d'étudiants et personnel des 4 restaurants universitaires de la ville d'Aix-en-Provence.

Ils sont en grève depuis le 22 janvier pour obtenir le 13e mois, le statut de fonctionnaire, les 40 h par semaine. Ils occupent la salle des conférences de la cité universitaire des Gazelles. A l'heure actuelle, ils font des 48-50 h par semaine pour un salaire des plus bas. Mais le personnel du CROUS d'Aix n'est pas le seul en grève avec celui de Marseille. Ils sont en grève dans plus de dix autres villes : Toulon, Montpellier (cf précédent article), Lyon, Saint-Etienne, Tours, Paris, Versailles, Créteil, Caen, Lille...

REPAS CHAUDS POUR LES ETUDIANTS... ET SUR UN PLATEAU

Les associations étudiantes ont rapidement décidé

de soutenir et de populariser la lutte des travailleurs du CROUS. Le jeudi 31 janvier, 250 étudiants avec à leur tête des travailleurs du CROUS sont allés en manifestation au rectorat. Le soir, les organisations étudiantes ont servi un repas chaud au restaurant universitaire des Gazelles pour 300 étudiants - sans toucher aux réserves alimentaires du CROUS et en demandant le prix du ticket universitaire. Le lendemain matin, les flics sont venus sortir la quinzaine d'étudiants qui gardaient les locaux. A midi, après une rapide assemblée générale de discussion, décision fut prise de briser une vitre et de récupérer le restaurant universitaire pour servir les repas de midi annoncés la veille. Pendant qu'une quête était

organisée pour le remboursement de la vitre brisée, on apprenait que le directeur du CROUS avait fait enlever les fusibles de la cuisine achetés la veille par les étudiants...

L'après-midi, une deuxième manifestation a eu lieu jusqu'au rectorat puis à la cité Abraham ; durant le week-end, les étudiants ont décidé en AG de suspendre leur occupation du CROUS, mais lundi la lutte devait reprendre suivant la décision prise par l'assemblée générale des travailleurs.

Correspondante AIX-EN-PROVENCE

* CROUS : Centre Régional des Œuvres universitaires et Scolaires.

Femmes ouvrières : toujours le bas de l'échelle

« Les barrières des sexes ne sont pas levées dans les métiers ouvriers », telle est la constatation faite une nouvelle fois par l'INSEE, au cours d'une enquête sur les conditions de travail réalisée en octobre 1978. Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses aux tâches de fabrication : 41,7 % des ouvrières contre un tiers des ouvriers, ces derniers étant davantage à des postes de réglage, d'entretien, de réparation : 20,8 % contre 3,1 %. Emballage, nettoyage et autres tâches de ce genre sont plutôt le lot des femmes.

Le travail qu'elles effectuent est plus répétitif : deux tiers des OS femmes interrogées disent répéter toujours les mêmes gestes, contre un tiers des hommes. Travail à la chaîne, pointage. Là encore, les femmes sont les premières concernées.

Par ailleurs, le rapport de l'INSEE indique que les contraintes citées ne sont en général pas compensées par des primes, alors que « les contraintes des hommes trouvent plus souvent une contrepartie financière ». Ainsi, à une qualification généralement inférieure, à des conditions de travail encore plus difficiles, vient s'ajouter une discrimination salariale.

Limoges : la délégation régionale de l'environnement n'aime pas l'écologie

Quatre jours après avoir été embauché par la Délégation régionale de l'environnement du Limousin, Michel Genestout, « un technicien de la nature », a été licencié parce que ses activités extraprofessionnelles au côté des écologistes du Limousin n'étaient pas du goût de tout le monde. Plus particulièrement, il semblerait que la COGEMA, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, qui exploite les mines d'uranium dans la Haute-Vienne, n'ait pas tellement apprécié le dossier réalisé sur les pollutions provoquées par les rejets de ces mines.

Ainsi, deux jours à peine après son entrée en fonction, il se voyait interdire l'accès à une réunion qui se tenait dans les locaux de la COGEMA, et dont l'objet était d'étudier le comblement des mines aujourd'hui épuisées, et le remodelage du paysage. Deux jours après cet incident, c'était la porte. La CFDT a envoyé une lettre ouverte au ministre, pour protester contre ce qu'elle considère comme une « interdiction professionnelle pour motif d'opinion », et pour dénoncer les pressions de la COGEMA.

La pile G2 de Marcoule arrêtée

La pile G-2 de Marcoule avait 22 ans, elle vient d'être arrêtée. Les techniciens du CEA ont estimé que la masse de graphite accumulée commençait à poser des problèmes de sécurité. C'est la deuxième pile de la filière graphite-gaz utilisée à Marcoule à connaître ce sort. Une autre pile a été arrêtée à Chinon, et toujours à Marcoule, la pile G-3 devra aussi cesser ses activités l'an prochain. La pile G-1 est en cours de démantèlement, ce qui ne va pas sans problème. Problème qui va se multiplier, puisque d'ici l'an 2000, il faudra déclasser 80 réacteurs nucléaires, et beaucoup plus par la suite.

De fait, toutes les expériences montrent les difficultés des opérations de démantèlement, du fait des masses radioactives énormes à manipuler. Pour un réacteur de type G-2, des milliers de tonnes de graphite et d'acier, 10 000 mètres cubes de béton. Pas facile à faire disparaître, d'autant plus qu'il faut y ajouter tous les éléments directement contaminés (cuve du réacteur, liguides radioactifs). Une seule centrale a pour le moment été complètement démontée, celle de Elk-River, aux USA. Partout ailleurs, elles sont encore sur pied...

Communiqué

Le mercredi 6 février 1980 aura lieu un concert de soutien aux grévistes de Language Power en lutte depuis le 21 janvier. Ce concert se déroulera à la Bourse du Travail, 3 rue du Château d'Eau, salle Jean-Jaurès (Métro République).

Il est organisé par le SNPEP-CGT. Le groupe invité s'appelle « The Irish Brigade ». Le prix des billets est de 15 F. Les billets sont en vente sur place. La recette du concert sera intégralement donnée aux grévistes de Language Power.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

Après les sanctions contre le juge Llorca

Le syndicat de la magistrature parle de tentatives de normalisation du corps judiciaire

Samedi 2 février s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire, organisée par le syndicat de la magistrature. Cette réunion était motivée par les sanctions prises par le conseil supérieur de la magistrature (CSM) contre Philippe Llorca, juge des enfants à Verdun. 250 personnes étaient présentes. Philippe Llorca a été sanctionné de mutation d'office et de retrait des fonctions. Ce magistrat était suspendu depuis le mois de juillet dernier à la demande du garde des sceaux. Le syndicat de la magistrature entendait tirer les leçons de cette mesure et analyser « les tentatives de normalisation du corps judiciaire ».

Au-delà de l'affaire du juge Llorca c'est le problème des pressions croissantes que le pouvoir exerce sur les juges qui est posé. Pour exercer ces pressions, tous les moyens sont bons. On invoque même la vie privée du juge. Le conseil supérieur de la magistrature pour justifier les sanctions, accuse le juge Llorca d'avoir hébergé des personnes recherchées par la justice. En fait les raisons des sanctions qui ont frappé le juge Llorca sont d'ordre professionnel, il était en opposition avec le président du tribunal de Verdun, M. Muller. Au mois de juin, M. Llorca, juge pour enfants, avait écrit au préfet pour s'inquiéter de la santé des enfants d'un village alimenté par une nappe phréatique à haute teneur en fluor. Il avait menacé de faire placer les enfants si rien n'était fait pour remédier à cette situation.

D'autre part, le 19 juin il avait écrit au premier président de la Cour d'appel de Nancy, au préfet, et au sous-préfet pour leur signaler que la subvention de 120 000 F accordée à l'Association d'action éducative créée et présidée par M. Muller pour quitter les locaux qu'elle occupait au tribunal, n'avait pas été employée, l'association étant toujours dans ses locaux. Le 4 juillet, le juge Llorca était suspendu de ses fonctions pour des raisons qui touchent à sa vie privée.

Les participants à l'Assemblée générale du S.M. ont évoqué aussi cette lettre

viendra à votre connaissance...

Mais le pouvoir dispose de bien d'autres moyens pour écarter les juges qui ne « tiennent pas droit » : il utilise les pressions des chefs de juridiction, l'organisation des tribunaux et la distribution des affaires. Le cas Llorca n'est pas isolé. Deux juges d'application des peines, ont dû cesser leur fonction. Melle Poirier Chaux, à Tulle, était trop scrupuleuse. On lui a retiré ses fonctions. Elle est remplacée par le président du tribunal ; à Evry c'est un autre juge, Daniel Langlade, qui vient d'être remplacé par un avocat général à la retraite. On murmure aussi

que le cas du juge Bidalou est suivi de près en haut-lieu. Il a décidé à quatre fois, la réintégration des résidents expulsés d'un foyer par la Sonacotra à Hayange, chaque fois la Cour d'appel de Metz a annulé l'ordonnance de réintégration.

« Les sanctions disciplinaires ne sont que les décisions ultimes du pouvoir politique pour éliminer les magistrats gênants » déclare dans une motion le Syndicat de la Magistrature. Par le biais des sanctions et de pressions de toute sorte, il semble bien que Peyrefitte, le ministre de la Justice, s'attaque à la mise au pas des juges.

Marseille : la bataille des garderies



En 1979, trois haltes-garderies ont fermé leurs portes à Marseille. 1981 aurait pu être l'année de la fermeture de la halte-garderie de la Maurelette si les parents des quartiers Nord de Marseille n'en avaient décidé autrement. Cette garderie, située au cœur d'un quartier populaire, voit son avenir compromis par le refus de l'État de bouclier son budget 1979. 5 employés menacés de licenciement, près de 200 familles touchées, telles en seraient les conséquences. Des parents, le personnel, les habitants du quartier se sont organisés en comité de défense et se sont mobilisés pour éviter la fermeture : « Il y a une politique de retour des femmes au foyer, dénonce une mère de famille. On nous promet un million pour faire un troisième enfant et on nous refuse 7,5 millions à une halte-garderie pour 200 familles. » « On a offert récemment une remise de dettes fiscales de 450 millions à une association marseillaise » fait remarquer le porte-parole du comité de défense. Cette association, c'est l'OM (Olympique de Marseille). « Alors que nous ne demandons que 7 millions ». Les parents ont déjà obtenu certains engagements de la mairie et ont rendez-vous à la préfecture.

Correspondant MARSEILLE

Pourquoi Plogoff dit non à la centrale nucléaire

Une interview de Jean-Marie KERLOCH, maire de Plogoff

Propos recueillis par Pierre BURNAND et Léon CLADEL

► En tant que maire de Plogoff, vous vous êtes prononcé contre le projet d'installation de la centrale nucléaire. Pouvez-vous nous expliquer pour quelles raisons ?

Il y a plusieurs raisons. Nous avons d'abord eu les pêcheurs qui étaient inquiets, je vous dirai tout à l'heure pourquoi. Les paysans qui craignaient pour leurs terres. Il y a les écologistes, là c'est le même problème partout. Et il y a aussi le site. L'ensemble de la population s'est dit : « Nous sommes dans un petit coin de la Bretagne, connu mondialement, la Pointe-du-Raz, nous nous trouvons bien ici, notre site est un des plus merveilleux de France, et nous tenons à le garder ». On sait officiellement que ça va être un vrai chantier. La commune de Plogoff est appelée à disparaître en tant que telle. Je vais maintenant vous détailler un petit peu

L'INQUIETUDE DES PECHEURS

Alors la pêche. Nous sommes dans un pays de pêcheurs et de marins de commerce. Ils étaient inquiets parce qu'il y a une évacuation de 200 m³ seconde d'eau chaude qui partirait de cette centrale, et il y a un précédent. Il vient de Vandellos en Espagne. C'est une centrale nucléaire qui est la moitié de celle de Plogoff et qui est sur la Méditerranée, au Nord de l'Espagne. Vous n'en avez peut-être pas entendue parler car elle est déjà assez ancienne. A l'époque, on avait eu des échos. Quand le représentant de l'EDF de l'Ouest France est venu là, il répondait facilement aux questions qu'on lui posait. C'était au début. Ce monsieur m'a dit : « C'est exact, il y a eu des ennuis à Vandellos. A 10 kilomètres de part et d'autre, plus une algue, plus un poisson, plus rien ». Quand je lui ai posé la question, il m'a répondu : « Oui, c'est exact, mais on suppose que c'est un dosage excessif de chlorure ». Il faut en effet mettre du

chlorure pour éviter que les moules et autres viennent empêcher l'évacuation de l'eau de la centrale. Voilà un problème sérieux pour les pêcheurs dont beaucoup font la côte. On s'est dit : « Si la même chose arrive à Plogoff, quelle catastrophe ! » Il y a une côte assez riche en poissons : du mullet, du lieu, un tas de choses, des crustacés, des homards, des crabes.

ON NOUS A CACHE BEAUCOUP DE CHOSES

Ce monsieur nous avait dit qu'il y avait eu cette histoire de poissons à Vandellos, que ce n'était qu'une question de date, peut-être d'un an, car s'était dû à un dosage excessif de chlorure et qu'on pouvait y remédier. Peu de temps après, je disais : « Mais si on allait voir à Vandellos qui s'est passé ». Je proposais à l'EDF d'envoyer sur place des gens qualifiés pour se rendre compte exactement de ce qui s'était passé parce que les autorités, ici sur place, prétendaient qu'il n'en était rien, qu'il y avait eu quelques dégâts, mais qu'on avait remédié au problème et que tout était redevenu normal. Croyant être excessif dans ma demande, je disais : « Est-ce que vous auriez un avion pour trente places ? Mais bien sûr », m'a-t-on répondu. Je ne m'attendais pas à une telle réponse. J'ai proposé quelques maires, des pêcheurs, intéressés en premier chef, quelques agriculteurs et des gens de la mer qui font des études et des recherches. On m'a dit, « bon très bien ». Quelques jours après, ce même monsieur, il était gêné d'ailleurs, me dit : « La préfecture prend ça en main avec notre député ». Ils avaient réquisitionné un avion de 75 places. On a envoyé n'importe qui. On m'a demandé si je serai du voyage : j'ai dit : « Non, je n'irai pas à Vandellos avec n'importe qui ». Je l'ai proposé dans certaines conditions. Ils ont fait du porte à porte à Plogoff pour chercher des gens pour remplir cet avion.

On a été chercher des grosses mères chez elles pour les envoyer à Vandellos alors qu'elles ne connaissent rien dans une centrale. Elles sont revenues de là-bas, comme les autres, sans rien avoir vu, rien du tout. J'ai eu l'occasion de poser la question aux trois maires qui y sont allés. Ils ont vu un gros poisson, oui, mais il était sur la table du restaurant, à midi. J'ai avancé : il venait peut-être aussi de la Pointe-du-Raz par le même avion. Ils n'ont vu personne. Les Espagnols, bouche cousue. Ils sont revenus en disant : « Là-bas, tout va bien ».

Il y a quinze jours est passé à la télévision un reportage de Cousteau sur la pollution en Méditerranée. Comme je suis un ancien marin, je l'ai regardé. A un moment donné, je vois Vandellos. Il s'est arrêté longuement là-dessus. Et on a entendu dire que ça avait été un désastre et que ça continuait. Il n'y a plus un poisson et une algue qui pousse à Vandellos. Il nous a fait voir le fond marin, il était comme ça. (M. Kerloch montre alors le dessus de son bureau...) Il n'y a plus rien. L'évacuation des eaux sales c'est à faire peur. Les pêcheurs espagnols ont dit à Cousteau : « C'est scandaleux ». Je me suis dit : « Alors qu'on a dit en France que tout était redevenu normal ». Le lendemain, une réunion où on était une centaine, les maires et les conseillers municipaux, j'ai dit : « Je vais vous dire ce qui s'est passé à Vandellos parce que je viens de l'apprendre hier ». Ils ont dû reconnaître que j'avais raison. Ce n'est pas honnête car on nous a caché beaucoup de choses.

ON A LE DROIT D'ETRE INQUIETS...

Nous avons eu tellement de rapports de partout, des lettres de scientifiques, Cousteau, Tazieff, Bombard, le groupe scientifique de Bichat. Je ne suis pas technicien, mais je suis obligé d'écouter ces gens-là. Il y a eu

Dans la nuit du 30 au 31 janvier, des centaines de gendarmes mobiles intervenaient à Plogoff, un gros village de 2 300 habitants, situé à l'extrémité de la Bretagne, pour y imposer l'ouverture de l'enquête d'utilité publique destinée à préparer la réalisation du projet d'installation d'une centrale nucléaire. Un projet que la population de Plogoff, comme celle des autres communes du Cap Sizun, refuse depuis des années.

Dimanche 3 février, plus de 20 000 personnes, venues d'un peu toute la Bretagne, ont manifesté leur solidarité avec le combat de ce village. Un village dont le maire, Jean-Marie Kerloch a bien voulu répondre à nos questions.



Le 31 janvier, Jean-Marie Kerloch, en tant que maire de la commune, proteste contre l'intervention policière.

Harrisburg, chez les Allemands, il y a eu pas mal de déboires, il y a la Haque maintenant, alors on a le droit d'être inquiet.

Ensuite l'agriculture. Il était prévu qu'on fasse une route qui aille d'ici à Douarnenez, de 30 à 40 mètres de large, sur une longueur d'environ 35 kilomètres. Vous voyez ce que ça représente. Plus le couloir des lignes de haute tension qui demandait 215 mètres de large. Quand j'ai demandé : « Est-ce qu'on peut construire dessous ? » On m'a répondu « non, et ce n'est même pas recommandé d'y travailler ». Quant à l'écologie, nous avons l'expérience de ce qui s'est passé ailleurs. C'est un vrai chantier qui occupe 3 000 bons hommes et dure disons dix ans. Plus la famille, il faut compter de 7 à 8 000 personnes. Le danger vient de là aussi, d'une surpopulation, qui dépasserait la population de Plogoff qui fait 2 300 habitants. La population de Plogoff ferait plus que doubler. Si on nous envoie 2 à 3 000 personnes en plus, il est évident que ça perturbe la vie d'une commune. Et on en est là. Nous avons une côte jusqu'à 55 mètres au-dessus de la mer, là où doit être construite la centrale, et cette côte doit tomber à 10 mètres, donc il faut raser 40 mètres de hauteur, sur une longueur de 1,5 kilomètre, un peu plus même sans doute, et sur une profondeur de 600 mètres. Je crois que ce n'est pas trop dire que ça peut faire peur. La côte serait nivelée à 10 mètres au-dessus de la mer, sur une plate-forme de béton sur laquelle on poserait quatre domes qui prendraient comme superficie dans les 80 hectares. Avec des dépendances, car il faut des bâtiments administratifs, des garages, des logements pour les CRS ça irait chercher entre 150 et 200 hectares.

Voilà le problème en général.

« ON A PENSE QU'ON NOUS AURAIT A L'USURE »

Cela fait 5 ans que ça dure. On a pensé qu'on nous aurait à l'usure. Il y a beaucoup de gens qui connaissent les Bretons, on

est un peu comme les Corses, on est des têtes dures, on ne se laisse pas faire facilement, d'ailleurs vous le voyez sur place. Plus ça va, et plus les gens sont déterminés. Ce qui s'est passé cette nuit (M. Kerloch fait allusion à l'intervention des gendarmes mobiles) a écoeuré les gens. Ils disent : « On n'est plus en République ». J'ai demandé un référendum il y a trois ans, on me l'a refusé car on sait que à 90 % la population est contre la centrale. Et en même temps, à Flamanville, on l'avait autorisée car au début ils étaient pour la centrale. Pendant les dix ans que vont durer ces travaux, il faudra qu'il y ait une garde vigilante sur place, des centaines et des centaines de CRS.

► Tout cela pose un grave problème de démocratie...

C'est ce qu'on dit : « On n'est plus en République ». Quand Jarrat, ministre à l'époque, est venu là, il nous a dit : « Vous avez un joli site, je vous aiderai à le défendre ». Pourquoi voulez-vous qu'on admette l'enquête puis qu'on sait que quoi qu'il arrive, elle sera positive. Ça a été partout. A Golfech, le conseiller général est contre, le député est contre, 9 maires sur 12 ont refusé leurs mairies, mais rien n'y fait. A Flamanville, l'enquête n'avait pas encore eu lieu que les travaux étaient déjà commencés. Dans les Ardennes, on nous a dit que quand les travaux de la centrale ont commencé, on a dit aux gens que c'était pour un super marché.

Ici, tout le monde est contre la centrale.

► Comment voyez-vous la suite des événements ?

L'enquête se termine le 14 mars. D'après les échos que l'on a, il y aura un an de répit. Pendant cette année, la population talonnera les gens qui viendront sur place. Quand les travaux commenceront, il faudra qu'il y ait une force formidable pour empêcher les gens de Plogoff de faire de la casse.

